

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 06 septembre  
2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAINT GOBAIN ISOVER**

18 avenue d'Alsace  
92400 Courbevoie

Références : IC-R/0318/23-AL/SA  
Code AIOT : 0005101491

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2023 dans l'établissement SAINT GOBAIN ISOVER implanté 19, rue Emile Zola 60290 Rantigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN ISOVER
- 19,RUE EMILE ZOLA 60290 Rantigny
- Code AIOT : 0005101491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT GOBAIN ISOVER bénéficie d'un arrêté d'autorisation délivré le 25 novembre 2008. Cet arrêté régit les activités de la société centrées sur la recherche et le développement des laines minérales aussi bien en ce qui concerne les produits que les procédés. À cet effet, le site dispose de lignes pilotes ayant des équipements similaires à ceux d'une installation de production mais ne fonctionnant que par campagne.

Elle apporte également un appui aux sociétés filiales et aux licenciés sous forme d'assistance technique, de formation en particulier dans les domaines four-fusion, fibrage, liants, lignes et automatismes industriels.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 vient compléter l'arrêté de 2008.

Un arrêté préfectoral complémentaire concernant l'optimisation de la gestion globale de l'eau a été signé le 22 septembre 2022.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'arrêté de mise en demeure du 25 février 2022 ;
- SVHC ;
- sécheresse.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	PC 2 : Etude technico-économique	AP Complémentaire du 22/09/2022, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	PC 3 : hauteur cheminée	AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1	/	Astreinte avec délai de sursis	6 mois
5	PC 5 : débit four SBM	AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 3	/	Astreinte avec délai de sursis	6 mois
6	PC 6 : vitesse minimale d'éjection four 2iTech	AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 4	/	Astreinte avec délai de sursis	6 mois
9	PC 9 : porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 1.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	PC 8 : extincteurs et RIA	AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 6	APMD	15 jours
10	PC 10 : SVHC	Règlement européen du 18/12/2006, article 37	/	15 jours

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC 1 : Mesures applicables sur les secteurs sécheresse - prélèvements	AP Complémentaire du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
4	PC 4 : rejets installation 2910	AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 2	/	Sans objet
7	PC 7 : installations électriques	AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a permis de constater que 3 non-conformités relevées dans la mise en demeure du 25/02/2022 n'ont pas été corrigées. Il s'agit du respect des prescriptions concernant les hauteurs de cheminées, le débit du four SBM et les vitesses d'éjection du four 2iTech.

Il est donc proposé à madame la préfète un projet d'astreinte administrative.

Par ailleurs, la visite a permis de mettre en avant des non-conformités portant sur la non remise de l'étude technico-économique et de son plan d'action ainsi que sur des modifications sur le site qui n'ont pas fait l'objet de porter à connaissance. Il est donc proposé à madame la préfète de mettre la société en demeure de respecter les dispositions associées.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : Mesures applicables sur les secteurs sécheresse - prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Sécheresse ICPE - Prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Article 4 :</u></b>  Les mesures de vigilance ou de restrictions applicables à l'ensemble et à chaque usager sont précisées en annexe 1 et 2 du présent arrêté (l'annexe 2 étant dédiée aux mesures fixées pour les installations classées pour l'environnement – ICPE).  Les ouvrages permettant le prélèvement d'eau en nappe ou en rivière devront au préalable avoir été déclarés ou autorisés en fonction du débit prélevé selon la procédure définie aux articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement.  <b><u>Annexe 2 :</u></b>  Mesures fixées pour chaque franchissement de seuil pour les installations classées pour l'environnement (ICPE)  <i>PRÉLÈVEMENTS ICPE</i>  Les exploitants des ICPE disposant d'un arrêté préfectoral sécheresse appliquent cet arrêté. Dans le cas contraire, les dispositions ci-dessous s'appliquent.  Pour toutes les ICPE soumises à autorisation ou à enregistrement et dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes, les mesures de réductions suivantes s'appliquent:

Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Sensibilisation du personnel de l'établissement aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site	Réduction du prélèvement d'eau de 5 %.	Réduction du prélèvement d'eau de 10 %.  L'exploitant transmet chaque semaine, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau prélevés et consommés sur les sept jours qui précèdent et les volumes prévisionnels pour les besoins de son installation pour les sept jours qui suivent.	Réduction du prélèvement d'eau de 25 %.  L'exploitant transmet chaque semaine, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau prélevés et consommés sur les sept jours qui précèdent et les volumes prévisionnels pour les besoins de son installation pour les sept jours qui suivent.

Le volume de référence auquel les réductions prévues sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier, calculé sur la base des volumes prélevés durant les jours d'activité, sans mesures de restriction applicables sur le prélèvement d'eau ou la consommation d'eau, durant l'année civile précédant la période de sécheresse en cours.

Ce volume de référence ne tient pas compte des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population.

Ne sont toutefois pas soumises à ces mesures de restrictions :

→ les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé et le bien-être des animaux ;
- agroalimentaire de première transformation : transformation ou conditionnement des matières premières d'origine agricole en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du Code de l'énergie ;
- production de médicaments et de leurs principes actifs ;
- collecte, tri et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

→ les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau de plus de 15 % depuis le 1er janvier 2018 ;

→ les exploitants des établissements utilisant, par rapport à leur prélèvement d'eau, au moins 20 % d'eaux réutilisées ;

→ les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le premier janvier 2023.

Pour ces ICPE et celles prélevant moins de 10 000 m<sup>3</sup>/an, doit tout de même être engagée une sensibilisation du personnel de l'établissement aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site.

#### **Constats :**

Le site est situé sur la commune de Rantigny qui se trouve dans le bassin versant de la Brèche placé en alerte par arrêté préfectoral du 20 juin 2023. Il est alimenté à la fois par le réseau public de la ville (pour les sanitaires) et par prélèvement dans la Brèche (pour le process).

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les relevés hebdomadaires pour les années 2022 et 2023. En 2022, il a été prélevé 650 m<sup>3</sup> sur le réseau public et 26 490 m<sup>3</sup> dans la Brèche.

Compte tenu de ces informations, le site est soumis à l'arrêté préfectoral du 20 juin 2023 puisque son volume de prélèvement est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>. Il est donc à priori concerné par la réduction de 5% mentionnée dans l'annexe 2.

L'exploitant n'a pas réalisé le calcul du niveau de référence nécessaire pour définir la réduction qui lui est applicable. Il indique ne pas savoir quelles valeurs prendre en compte sachant que le site fonctionne par campagne de production.

Par mail du 13 juillet 2023, l'exploitant explique sa non-soumission aux mesures de restriction de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2023 pour la raison suivante : il a réduit ses prélèvements d'eau de plus de 15 % depuis le 1er janvier 2018.

L'exploitant indique une consommation de 80 100 m<sup>3</sup> en 2018 alors que sa consommation pour 2022 est de 26 490 m<sup>3</sup>. La diminution est donc d'environ 66 % sur cette période.

Le site a réduit ses prélèvements d'eau de plus de 15 % depuis le 1er janvier 2018 et n'est donc pas soumis aux mesures de restrictions indiquées dans l'arrêté préfectoral du 20 juin 2023.

L'exploitant a cependant présenté les actions réalisées pour réduire les prélèvements en eau :

- une planification des campagnes de production hors des périodes susceptibles d'être préoccupante (l'été) au niveau de la sécheresse ;
- une recherche des fuites du réseau visible et un renouvellement de certaines tuyauteries ;
- un remplacement progressif du réseau aérien d'alimentation causant de nombreuses fuites ;
- une information à destination du personnel ;
- un changement des compteurs qui, d'après l'exploitant, seront plus fiables et précis. Ces compteurs seront connectés à un système de monitoring afin d'améliorer le suivi et permettre une meilleure réactivité face à des anomalies de consommation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

N° 2 : PC 2 : Etude technico-économique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/09/2022, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, gestion des eaux et limitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude technico-économique et le plan d'actions demandés aux articles ci-dessus du présent arrêté seront adressés à l'inspection des installations classées dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas transmis l'étude technico-économique ni le plan d'actions prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 septembre 2022. Il indique que l'étude est en cours et qu'elle devrait être transmise d'ici fin septembre 2023. Il explique le retard par une commande passée tardive due au choix difficile du prestataire. Il a présenté le bon de commande du 19 avril 2023.  <b><u>Non-conformité n°1 :</u></b> L'exploitant n'a pas transmis d'étude technico-économique et de plan d'actions.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 3 : PC 3 : hauteur cheminée

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SAINT GOBAIN ISOVER exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 en :  <ul style="list-style-type: none"><li>• disposant d'une cheminée « entrée étuve » avec une hauteur minimale de 20,19 m ;</li><li>• disposant d'une cheminée « sortie étuve » avec une hauteur minimale de 17 m ;</li></ul> dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  <u>Rappel des constats de la visite du 15 novembre 2021 :</u>  L'exploitant a transmis par mail du 19 novembre 2021 le plan des cheminées du site. Ce plan est daté du 9 novembre 2016.



D'après ce plan, la hauteur de la cheminée :

- du four 10m2 et du four 2iTech est de 35 mètres ;
- du forming est de 35 mètres ;
- du four SBM est de 27,55 mètres ;
- de "l'entrée étuve" et la "sortie étuve" est de 16 mètres alors que la hauteur minimale de la cheminée "entrée étuve" est de 20,19 mètres et que la hauteur minimale de la cheminée "sortie étuve" est de 17 mètres.

**Constat avec suite n°1 : La hauteur minimale des cheminées "entrée étuve" et "sortie étuve" n'est pas respectée (16 mètres au lieu de 20,19 et 17 mètres).**

Ces non-conformités ont fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 25 février 2022.

Constats de l'inspection du 10 juillet 2023 :

Par courrier du 18 août 2022, l'exploitant mentionne que le choix pouvait se porter entre 2 solutions, soit le réhaussement de chaque cheminée soit le raccordement des rejets étuve à la cheminée forming. Dans les deux cas, l'estimation financière était excessivement onéreuse (280 k€ a minima) ce qui n'a pas permis de retenir ces solutions.

L'exploitant a décidé de demander une modification de la prescription concernant la hauteur des cheminées en démontrant que les hauteurs de cheminées actuellement en place sont acceptables. Cette démonstration doit être faite par une étude du risque sanitaire en prenant en compte comme hypothèse les hauteurs des cheminées à l'état actuel.

L'exploitant a transmis par mail du 15 mars 2023 une évaluation de l'évolution des risques sanitaires.

Cette étude ne correspond pas à l'évaluation du risque sanitaire attendue et ne permet pas de lever l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022.

L'exploitant s'est engagé à fournir une étude du risque sanitaire conformément au guide méthodologique Ineris de 2021 sous 3 mois.

**Non-conformité n°2 : La hauteur minimale des cheminées "entrée étuve" et "sortie étuve" n'est toujours pas respectée (16 mètres au lieu de 20,19 et 17 mètres).**

**Observations :** Du fait des engagements de l'exploitant, il est proposé une astreinte avec sursis à exécution.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**N° 4 : PC 4 : rejets installation 2910**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SAINT GOBAIN ISOVER exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 en :  • réalisant un contrôle sur les rejets issus des installations de combustion visées par la rubrique 2910 ; dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  <u>Rappel des constats de la visite du 15 novembre 2021 :</u> L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle sur les rejets issus des installations de combustion visées par la rubrique 2910.  <b>Constat avec suite n°2 : L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle sur les rejets issus des installations de combustion visées par la rubrique 2910 afin de vérifier la conformité de ces rejets aux valeurs issues de l'arrêté ministériel du 26 août 2013.</b>  Ces non-conformités ont fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 25 février 2022.  <u>Constats de l'inspection du 10 juillet 2023 :</u>  Par courrier du 18 août 2022, l'exploitant mentionne que le site n'est plus soumis à la rubrique 2910. La puissance totale actuelle est de 880,45 kW . Le site n'est plus soumis à la rubrique 2910. De ce fait les contrôles sur les rejets issus des installations de combustion ne sont plus à réaliser.  Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 25 février 2022 pourront être abrogées ultérieurement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : PC 5 : débit four SBM**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

La société SAINT GOBAIN ISOVER exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 en :

- ne dépassant pas le débit maximal autorisé de 2 077 Nm<sup>3</sup>/h pour les rejets issus du four SBM ;
- dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**Rappel des constats de la visite du 15 novembre 2021 :

L'exploitant a transmis par mail du 15 novembre 2021, le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du four SBM.

L'exploitant mentionne que le four SBM n'a pas fonctionné en 2021.

Les prélèvements ont été réalisés le 15 décembre 2020 par la société IRH.

Le rapport de contrôle mentionne la non-conformité suivante pour le four SBM :

- débit maximal en Nm<sup>3</sup>/h dépassé : 13 300 Nm<sup>3</sup>/h alors que le débit maximal est de 2 077 Nm<sup>3</sup>/h.

**Constat avec suite n°3 : Le débit maximal autorisé en Nm<sup>3</sup>/h est dépassé pour les rejets issus du four SBM.**

Ces non-conformités ont fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 25 février 2022.

Constats de l'inspection du 10 juillet 2023 :

Par courrier du 28 août 2022, l'exploitant mentionne qu'une campagne de fonctionnement du four SBM avec pour objectif la réception de nouveaux équipements a eu lieu en juillet 2022. Lors de cette campagne, les mesures réglementaires ont été effectuées. Le rapport de mesures n'est à ce jour pas édité par la société IRH. Cependant, des mesurages en interne réalisés en parallèle indiquent qu'il n'est pas possible techniquement de respecter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation en vigueur concernant le débit maximal autorisé. Afin de démontrer que le débit actuellement atteint est acceptable, l'exploitant propose de faire réaliser courant 2023 une étude du risque sanitaire.

L'exploitant a transmis par mail du 15 mars 2023 une évaluation de l'évolution des risques sanitaires.

Cette étude ne correspond pas à l'évaluation du risque sanitaire attendue et ne permet pas de lever l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022.

L'exploitant s'est engagé à fournir une étude du risque sanitaire conformément au guide méthodologique Ineris de 2021 sous 3 mois.

**Non-conformité n°3 : l'exploitant n'a pas apporté les éléments nécessaires afin de s'assurer que le débit maximal autorisé en Nm<sup>3</sup>/h est respecté pour les rejets issus du four SBM.**

**Observations :** Du fait des engagements de l'exploitant, il est proposé une astreinte avec sursis à exécution.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

**N° 6 :** PC 6 : vitesse minimale d'éjection four 2iTech

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SAINT GOBAIN ISOVER exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• respectant la vitesse minimale d'éjection de 20,5 m/s pour les rejets issus du four 2iTech ;</li> </ul> <p>dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel de la visite d'inspection du 15 novembre 2021 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 15 novembre 2021, le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du four 2 iTech.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés le 20 novembre 2020 par la société IRH.</p> <p>Le rapport de contrôle mentionne la non-conformité suivante pour le four 2iTech :</p> <p>- vitesse d'éjection minimale en m/s non respectée : 19,20 m/s alors que la vitesse minimale est de 20,5 m/s.</p> <p><b>Constat avec suite n°4 : La vitesse minimale d'éjection en m/s n'est pas respectée pour les rejets issus du four 2iTech.</b></p> <p>Ces non-conformités ont fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 25 février 2022.</p> <p><u>Constats de l'inspection du 10 juillet 2023 :</u></p> <p>Par courrier du 18 août 2022, l'exploitant mentionne que la prochaine période de fonctionnement du four 2itech est planifiée pour une période de 3 semaines en novembre 2022. Aucune modification technique n'a été engagée sur cet équipement depuis les dernières mesures de 2021. Afin de démontrer que la vitesse d'éjection atteinte actuellement est acceptable, le fonctionnement de cet équipement sera également inclus dans l'étude du risque sanitaire.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 15 mars 2023 une évaluation de l'évolution des risques sanitaires.</p> <p>Cette étude ne correspond pas à l'évaluation du risque sanitaire attendue et ne permet pas de lever l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à fournir une étude du risque sanitaire conformément au guide méthodologique Ineris de 2021 sous 3 mois.</p>

<b>Non-conformité n°4 : l'exploitant n'a pas apporté les éléments nécessaires afin de s'assurer que la vitesse minimale d'éjection en m/s est respectée pour les rejets issus du four 2iTech.</b>
<b>Observations :</b> Du fait des engagements de l'exploitant, il est proposé une astreinte avec sursis à exécution.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

#### N° 7 : PC 7 : installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SAINT GOBAIN ISOVER exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.1.3 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• levant les non-conformités mentionnées dans les comptes-rendus de vérification périodique des installations électriques (Q 18) du 5 juillet 2021 réalisés par la société DEKRA pour le bâtiment K, le poste HT du bâtiment D et le bâtiment de fabrication de fibre de verre</li> </ul> <p>dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel des constats de la visite du 15 novembre 2021 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 19 novembre 2021, les comptes-rendus de vérification périodique des installations électriques (Q 18) du 5 juillet 2021 réalisés par la société DEKRA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour le bâtiment K. Il y est mentionné que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Le rapport de contrôle mentionne 15 non-conformités dont 9 récurrentes ;</li> <li>- bâtiment E et installations BT. Il y est mentionné que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Le rapport de contrôle mentionne 4 non-conformités ;</li> <li>-bâtiment D et installations électriques poste HT du bâtiment D. Il y est mentionné que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion pour le poste HT. Le rapport de contrôle mentionne 6 non-conformités dont 4 récurrentes ;</li> <li>- bâtiment HC. Il y est mentionné que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Le rapport de contrôle mentionne 7 non-conformités dont 4 récurrentes ;</li> <li>- bâtiment 2iTech - bâtiment J. Il y est mentionné que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Le rapport de contrôle mentionne 28 non-conformités dont 13 récurrentes ;</li> <li>- fabrication de fibre de verre. Il y est mentionné que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion ;</li> </ul>

- bâtiment I. Le rapport de contrôle mentionne 1 non-conformité ;
- 2iTech. Le rapport de contrôle mentionne 1 non-conformité.

L'exploitant mentionne que la maintenance est réalisé par un électricien du site. Le suivi est réalisé par fichier informatique (préconisation, nature du risque et date de traitement). L'ensemble des non-conformité de 2021 n'a pas encore été traité (38 sur 89).

**Constat avec suite n°5 : Les derniers comptes-rendus de vérification Q18 (bâtiment K, poste HT du bâtiment D et fabrication fibre de verre) des installations électriques fait état de non conformités susceptibles d'entraîner un incendie.**

Ces non-conformités ont fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 25 février 2022.

Constats de l'inspection du 10 juillet 2023 :

Par courrier du 18 août 2022, l'exploitant mentionne que les remarques de priorité 1 du dernier rapport Q18 ont toutes été traitées, celles de priorité 2 le sont actuellement à 67%.

L'exploitant a transmis par mail du 26 juillet 2023 le rapport Q18 de la société DEKRA du 26 juillet 2023 pour le bâtiment K. Ce dernier mentionne que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant a transmis par mail du 1er août 2023 le rapport Q18 de la société DEKRA du 29 juin 2023 pour le bâtiment fabrication de fibres de verre. Ce dernier mentionne que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant a transmis par mail du 1er août 2023 le rapport Q18 de la société DEKRA du 29 juin 2023 pour le poste HT du bâtiment D. Ce dernier mentionne que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Au vu de ces constats, les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté de mise en demeure du 25 février 2022 pourront être abrogées ultérieurement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 8 : PC 8 : extincteurs et RIA**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

La société SAINT GOBAIN ISOVER exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 en :

- disposant d'extincteurs maintenus en bon état, dans leur intégralité ;

- disposant de RIA maintenus en bon état, dans leur intégralité ;

dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Constats :**

##### Rappel des constats de la visite du 15 novembre 2021 :

Les extincteurs ont été contrôlés le 4 décembre 2020 par la société SICLI (316 extincteurs sur le site).

Le rapport de contrôle mentionne :

- requalification réglementaire non acceptée par le client pour 29 extincteurs ;
- révision décennale non effectuée (remplacement proposé) pour 49 extincteurs.

##### **Constat avec suite n°6 : L'ensemble des extincteurs n'est pas maintenu en bon état.**

Le rapport de contrôle de 2020 mentionne :

- requalification réglementaire non acceptée par le client pour 29 extincteurs ;
- révision décennale non effectuée (remplacement proposé) pour 49 extincteurs. Les RIA ont été contrôlés le 4 décembre 2020 par la société SICLI. Le rapport mentionne 50 RIA avec une pression insuffisante, 1 RIA avec une fuite, 1 RIA endommagé et 4 RIA dont la prise de pression est impossible.

##### **Constat avec suite n°7 : L'ensemble des RIA n'est pas maintenu en bon état. Le rapport de contrôle de 2020 mentionne 50 RIA avec une pression insuffisante, 1 RIA avec une fuite, 1 RIA endommagé et 4 RIA dont la prise de pression est impossible.**

Ces non-conformités ont fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 25 février 2022.

##### Constats de l'inspection du 10 juillet 2023 :

Par courrier du 18 août 2022, l'exploitant mentionne que l'ensemble des extincteurs incriminés ont été remplacés par des extincteurs neufs.

L'exploitant a transmis le rapport d'intervention pour la pose d'extincteurs par la société CHUBB les 11 et 12 janvier 2022. Il a également transmis le rapport d'intervention de vérification de la société CHUBB pour les extincteurs du 20 janvier 2022. L'ensemble des extincteurs est maintenu en bon état.

Concernant les RIA, l'exploitant mentionne dans son courrier du 18 août 2022 que lors du dernier contrôle des RIA réalisé en janvier 2022 le groupe diesel agissant comme surpresseur sur le réseau incendie fonctionnait. L'ensemble des RIA contrôlés délivrent une pression satisfaisante. Un seul a une pression insuffisante, il s'agit d'un RIA se situant à la même hauteur que le château d'eau, situation défavorable que le surpresseur ne réussit pas à corriger. D'après l'exploitant, les remarques du rapport seront toutes corrigées avant le prochain contrôle annuel.

L'exploitant a fourni le rapport d'intervention de la société CHUBB du 24 mars 2023 concernant les RIA. Ce rapport fait état de fuite sur 3 RIA (n°0001500973, 0007294335 et 0001500998) , d'un diffuseur endommagé sur 1 RIA (n°0001500994) et de pression insuffisante sur 1 RIA (n° 0001500970 présent dans le bâtiment E - rdc magasin).

Il en ressort que l'ensemble des RIA n'est toujours pas maintenu en bon état.

L'exploitant a transmis, par mail du 27 juillet 2023, 3 demandes d'interventions de la société Isover Saint-Gobain :

- pour le remplacement du RIA four 10m<sup>2</sup> à l'état clôturé ;
- pour le remplacement des RIA n°38 0001500994, 270007294335 et 63 0008093952 à l'état clôturé ;
- pour le remplacement des RIA n°0001500973 à l'état clôturé.

Au vu des éléments envoyés, l'exploitant n'a pas transmis les éléments attestant du maintien en bon état des RIA n° 0001500998 et n°0001500970.

L'exploitant doit fournir les éléments démontrant que ces 2 RIA sont maintenus en bon état sous 15 jours.

**Fait-susceptible de suite n°1 : les RIA n° 0001500998 (fuite) et n°0001500970 (pression insuffisante) ne sont toujours pas maintenus en bon état.**

**Observations :**

L'exploitant mentionne par mail du 13 juillet 2023 les éléments suivants : "Un seul RIA a une pression insuffisante, le problème a été identifié, une vanne en amont du RIA était fermée au moment du contrôle. Les fuites sur RIA signalées sont corrigées.

Si de nouvelles fuites apparaissent, détectées lors des rondes des équipements quotidiennes hors période de campagne d'essais, elles sont corrigées sans délais.

Durant la période estivale, l'ensemble des RIA est également contrôlé visuellement en interne remplacés ou remis en état avant le prochain contrôle si nécessaire".

Le RIA (n°0001500970) n'ayant pu être contrôlé en 2023 pour raison de pression insuffisante étant donné la fermeture de vanne en amont a été contrôlé en 2022. Le rapport de contrôle de la société CHUBB du 25 janvier 2022 mentionne que ce RIA est monté à l'envers et qu'il a été contrôlé.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet



N° 9 : PC 9 : porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, modifications des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Des modifications ont été réalisées sur le site (notamment la mise en place d'une nouvelle ligne dite CR6). L'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Mme la préfète les modifications apportées sur son site entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.  <b><u>Non-conformité n° 5 :</u></b> L'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Mme la préfète les modifications apportées sur son site entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 10 : PC 10 : SVHC

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés : a) dans la ou les FDS qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
<b>Constats :</b> Les données concernant cette thématique sont confidentielles.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet